



ASSEMBLÉE NATIONALE

Promotion immobilière Nexity : direction la ville du futur

Nexity lance une **direction consacrée aux nouveaux usages urbains**. Confiée à Jean-Luc Porcedo (photo), ancien directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, cette nouvelle unité « travaillera pour et avec tous les métiers du groupe sur les enjeux de l'aménagement urbain », fait-on savoir chez le promoteur immobilier. L'objectif ? « Développer des services innovants pour les usagers (collectivités) et les clients (entreprises et personnes physiques). »

Collectivités 22, v'là les métropoles !

Une France à 22 métropoles : c'est désormais acté. Le 16 février, l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, contre l'avis du Sénat, le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain. **Les sept villes qui intègrent le club sont Clermont-Ferrand, Dijon, Metz, Orléans, Saint-Etienne, Toulon et Tours.** Le texte crée aussi un nouveau type d'entreprise publique auquel peut participer l'Etat aux côtés des collectivités : la société publique locale d'aménagement d'intérêt national, ou SPLA-IN.
➔ www.lemoniteur.fr/SPLA-IN

Infrastructures De nouveaux crédits sur vos radars

L'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf) a adopté le compte financier 2016 et rectifié le budget initial 2017, lors de son conseil d'administration du 16 février. **On en retiendra que les crédits de paiement autorisés pour cette année augmentent de 11 % (2,2 milliards d'euros contre près de 2 milliards l'an passé).** Une croissance qui s'explique par l'augmentation du produit des amendes radars. S'élevant à 260 millions d'euros en 2016, ces recettes atteindront 400 millions cette année selon l'Afitf. L'enveloppe de dépenses engagées augmentera elle aussi considérablement, passant de 2,4 milliards d'euros l'année dernière à près de 3,2 milliards en 2017. Mais sur cette enveloppe, près de 1,8 milliard est d'ores et déjà engagé, via des conventions ou des avenants adoptés depuis le début de l'année. Enfin, le montant des engagements restant à payer est resté stable (11,8 milliards d'euros, sur 35 milliards engagés au total depuis la création de l'Afitf, en 2005).

Plus de 500 M€ seront investis à Rennes dans le cadre de l'Anru 2. Au programme : 400 démolitions, 2300 réhabilitations et 3000 constructions de logements.

➔ www.lemoniteur.fr/anrurennes

Notre-Dame-des-Landes La DUP prête à (re) décoller

La saga de Notre-Dame-des-Landes continue. Dernier épisode en date : **le gouvernement a lancé la procédure pour prolonger la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet d'aéroport.** Elle arrivera en effet à son terme le 9 février 2018, et les opposants ont la date en tête. L'exécutif a pris les devants en lançant une procédure de saisine du Conseil d'État, afin qu'il prenne un arrêté de prolongation de la DUP. La procédure pourrait durer quatre mois.



LA MOINE AUBI / SIGNATURES

Désamiantage 20 ans, toujours pas l'âge de raison

Vingt ans après l'interdiction de l'amiante, **il reste beaucoup à faire pour débarrasser le parc immobilier de ces fibres efficacement, de manière sécurisée et à moindre coût.** Le Syndicat du retrait et du traitement de l'amiante pointe la confusion entre des entreprises, généralistes, qui gèrent le retrait d'amiante au travers de processus peu précis et peu maîtrisés, et les désamianteurs spécialisés. « On impose aux premiers des contraintes surdimensionnées à leur activité, et les savoir-faire spécifiques des seconds ne sont pas bien reconnus et valorisés », regrette le syndicat.

• **Au foin.** 5% de la production française de paille suffiraient à couvrir les besoins de la construction. Pas de crise du fourrage en vue. • **Eau secours.** Selon le Cerema, 300 bâtiments seraient touchés par l'érosion côtière en France d'ici à 2026. Et Paris-Plage ?